



UNION AFRICAINE

Félix Tshisekedi lance l'année culturelle de sa mandature

Un grand moment de ferveur culturelle. Ainsi peut-on qualifier la cérémonie, sobre mais pleine de signification, organisée le 27 février dans la salle des spectacles du Palais du peuple, pour marquer d'une pierre blanche la mandature culturelle du chef de l'Etat et président en exercice de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Une cérémonie où politiques et culturels ont, l'instant d'une pièce « Une saison au Congo » d'Aimé Césaire, communie autour d'un idéal commun, celui de la renaissance africaine dont Félix-Antoine Tshisekedi est dorénavant désormais porteur. Ce dernier a, à cette occasion, égrené son plan d'action axée sur la vision panafricaine d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique.

Page 5



Félix-Antoine Tshisekedi.

ORGANISATION DES ÉLECTIONS

Les évêques insistent sur le respect de la Constitution



Les évêques catholiques membres de la Céncó

Parmi les points abordés dans un message publié ce 1er mars, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) a abordé principalement la question relative à la tenue des élections générales en 2023. Se prononçant contre un éventuel « glissement », les évêques congolais ont insisté sur la tenue des élections dans le délai constitutionnel.

Les prélats catholiques ont, à cet effet, recommandé au gouvernement « de tout mettre en œuvre pour gagner le pari de l'organisation des élections crédibles, transparentes et apaisées en 2023 et pas plus tard ».

Page 3

TRANSPORT EN COMMUN

Le dernier lot de bus Transco réceptionné à Boma

Cent dix nouveaux bus de transport en commun de la société Transport du Congo (Transco) ont été réceptionnés, le 28 février, dans la ville portuaire de Boma au Kongo central. Ce lot de bus vient compléter le charroi automobile de

cette entreprise de l'Etat dont trois cent trente nouveaux bus avaient été lancés dans le réseau urbain et interurbain, le 13 février, par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Cette nouvelle acquisition découle

d'un contrat signé en 2019 avec SMT pour l'acquisition de quatre cent quarante bus fabriqués avec les spécifications devant permettre à la société Transco d'optimiser sa gestion.

Page 6

COMMERCE INTERNATIONAL

Les exportations de l'Ouganda vers la RDC ont enregistré une croissance record



Vue de quelques conteneurs dans un port africain

A en croire le journal ougandais « The Monitor », les données de la Banque centrale ougandaise indiquent que, malgré la pandémie de covid-19, les recettes d'exportation ont augmenté pour atteindre 28,1 millions de dollars en décembre 2020, contre 23,3 millions de dollars en novembre 2020,

La croissance de 17%, explique-

t-on, est dû au fait que les fabricants, en particulier dans les secteurs du ciment, de l'acier, des articles ménagers et des produits laitiers, ont cherché de nouveaux marchés en RD Congo et au Soudan du Sud, après avoir rencontré des défis sur certains marchés d'Afrique de l'Est.

Page 4

ÉDITORIAL

Leçon

Ce que nous apprend finalement la pandémie du coronavirus est bien le fait que seules des réponses collectives aux menaces en tous genres qui pèsent sur nous, humains des cinq continents, peuvent nous mettre à l’abri. Plus les jours passent, en effet, et plus il apparaît que la coordination entre les Etats, la mise en œuvre de mesures collectives de prévention, la distribution égalitaire des vaccins sont en réalité la seule stratégie qui, permettra d’éviter une catastrophe planétaire. Et c’est exactement, d’ailleurs, ce qui se passe dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique qui ne produira des effets durables, concrets, positifs que si elle est organisée à l’échelle du globe.

De ce constat, qui est encore loin d’être partagé par tous les peuples de la planète mais qui s’imposera inévitablement à plus ou moins brève échéance, naissent les deux évidences que voici :

° La première est que la coopération entre les Etats doit d’abord et avant tout s’organiser à l’échelle régionale et sous-régionale : régionale c’est-à-dire, pour ce qui nous concerne nous Africains, dans le cadre de notre continent, donc de l’Union africaine ; sous-régionale c’est-à-dire, pour ce qui nous concerne nous citoyens de l’Afrique centrale, dans le cadre du Bassin du Congo entendu au sens large, c’est-à-dire englobant la Région des Grands Lacs et le golfe de Guinée. Seules des actions régionales et sous-régionales concertées permettront, en effet, d’éviter que la pandémie et les crises sanitaires à venir ravagent la vaste portion de la Terre où nous vivons.

° La deuxième évidence est que les nations riches du globe, situées dans l’hémisphère nord, doivent tant qu’il en est temps comprendre que le confinement, le repli sur soi ne les mettra pas à l’abri de la Covid-19, des variants qui se multiplient et surtout des pandémies à venir que la croissance démographique, le progrès technique et la mondialisation ne pourront qu’aggraver dans les décennies à venir. Dans ce contexte seule la mise en place d’une politique planétaire de prévention et de gestion des crises sanitaires mettra les peuples des cinq continents à l’abri des catastrophes qui sont malheureusement prévisibles.

N’attendons donc pas que le pire se produise pour agir dans le bon sens. Nous sommes bien placés, nous citoyens d’un continent où vit désormais plus du quart de l’espèce humaine, pour faire entendre la voix de la raison avant qu’il soit trop tard.

Le Courier de Kinshasa

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Le Premier ministre reçoit l’Union pour les droits des consommateurs au Congo

Les forces vives et sociales ne sont pas en reste dans les consultations relatives à la formation de l’équipe gouvernementale qui sera conduite par Sama Lukonde. Elles ont été voir le Premier ministre pour lui faire part de quelques points sociaux que le nouveau gouvernement devrait prendre en compte afin de ne pas rater son mandat.



Le Premier ministre Sama Lukonde/DR

Le Premier ministre s’est entretenu, le 27 février, avec la délégation de l’Union pour les droits des consommateurs au Congo. C’était dans le cadre des consultations des forces sociales et vives de la nation. Cette rencontre a permis au formateur du gouvernement de prendre les desiderata du peuple aux fins de les intégrer dans les axes du programme du futur gouvernement. « Il a prêté une oreille attentive à nos desiderata et comme nous n’étions pas venus mains vides ; nous avons amené à l’attention de son excellence M. le Premier ministre

au mieux des intérêts des consommateurs congolais, deux projets des lois. Depuis la nuit des temps dans notre pays, les consommateurs n’ont jamais été protégés par une loi. D’où, la difficulté que nous avons à les protéger dans l’absence de toutes lois. On a aussi emmené un projet de loi portant sur la protection des consommateurs qui se doit d’être enrichi par le gouvernement et d’autres experts que le pays compte », a dit le coordonnateur de cette structure, Tshipamba Ngamalu à la presse. Les hôtes du Premier ministre

lui ont également amené une autre loi par rapport à la régulation des prix. «La stabilité des prix garantit le succès du gouvernement et nous avons épinglé tant de problèmes que connaît la fixation des prix dans notre pays. Nous avons amené dans notre gibecière un projet de loi portant création d’une autorité de régulation des prix », a-t-il renchéri. Tshipamba Ngamalu a insisté sur le fait que le prochain gouvernement ne devrait pas se passer du social qui jusque-là reste le maître mot de l’action du président de la République, Félix Tshisekedi.

Christopher Khonde

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l’Agence d’Information d’Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Grand-reporter : Nestor N’Gampoula, Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé Service Économie : Fiacre Kombo (chef de	service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (Cheffe de service) RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaine Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Directeur de l’Agence : Ange Pongault Chef d’agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa, Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Culture: Nioni Masela Sports : Martin Enyimo Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga	Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200 MAQUETTE Eudes Banzouzi (Chef de service) PAO Cyriaque Brice Zoba (Chef de service) Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara. INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi. ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Adjoint à la directrice : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré	Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64 TRAVAUX ET PROJETS Directeur : Gérard Ebami Sala INTENDANCE Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna	République du Congo Tél. : (+242) 05 629 1317 eMail : imp-bc@adiac-congo.com INFORMATIQUE Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B. ADIAC Agence d’Information d’Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo Tél.: 06 700 09 00 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault
---	---	--	--	---

ORGANISATION DES ÉLECTIONS

Les évêques insistent sur le respect constitutionnel

Pour les prélats catholiques, l'organisation des élections générales doit se faire en 2023, comme prévu dans la Constitution, et « pas plus tard ».

Parmi les points abordés dans un message du 1er mars, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) a abordé principalement la question relative à la tenue des élections générales en 2023. Se prononçant contre un éventuel « glissement », les évêques congolais ont insisté sur la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Les prélats catholiques ont, à cet effet, recommandé au gouvernement «de tout mettre en œuvre pour gagner le pari de l'organisation des élections crédibles, transparentes et



apaisées en 2023 et pas plus tard ». Au Parlement, la Céncó recommande de « consacrer, en priorité, à la session de mars les lois sur les réformes électorales et sur l'organisa-

tion de la Commission électorale nationale indépendante afin de garantir la tenue des

élections dans le respect du délai constitutionnel ». Il est également noté que lors de leur rencontre du 1er mars, le leader du parti politique Nouvel élan, Adolphe Muzito, et l'ambassadeur de Belgique en République démocratique du Congo (RDC), Johan Indekeu, ont échangé sur certains points dont l'urgence des réformes électorales, le respect du délai constitutionnel dans l'organisation des élections ainsi que la situation sécuritaire dans l'est de la RDC.

Lucien Dianzenza

KONGO CENTRAL

L'ONG Goek dote le village Zamba d'un hôpital

Situé à environ 470 km de Kinshasa, capitale de la République démocratique (RDC), le village Zamba, dans la province du Kongo central, est confronté à des multiples problèmes sociaux de bases : pas d'accès aux soins de santé, pas d'école, impraticabilité des routes de desserte agricole, etc.

Un projet de construction d'hôpital a été initié depuis quelques années par l'Organisation pour le développement communautaire en RDC (Goek), une ONG congolaise basée en Allemagne, en collaboration avec une autre ONG locale, Association Amie des enfants pour le développement locale (ABE/AAED), pour pallier cette situation dans ce coin du Kongo central. Le but du projet est donc de garantir l'accès aux soins de santé à plus de cinq cents ménagés. Cette initiative est unanimement bien accueillie par les habitants du village qui espèrent voir, cette année, l'hôpital ouvrir ses portes pour mettre fin au calvaire quotidien de parcourir de dizaine de kilomètres à pied avant d'accéder aux premiers soins. Les travaux de construction du bâtiment du centre de santé sont presque arrivés au terme, la toiture est complètement couverte, les portes et les fenêtres sont installées, en dépit des difficultés dans l'acheminement des matériaux durables au chantier qui a entraîné du retard dans la mise en œuvre du projet. Pour s'assurer de l'exécution effective des travaux, Edgar Yenge, coordonnateur de l'ONG Goek, a effectué une visite de travail de sept jours dans le village Zamba, afin de toucher du doigt l'état d'avancement des travaux sur le terrain. Au l'issue de cette évaluation, Edgar Yenge s'est dit satisfait de la qualité du travail abattu par les équipes, sous la supervision de l'ONG ABE/AAED. Et il a confirmé la fin des travaux de l'hôpital en



Edgar Yenge, coordonnateur de l'ONG Goek médicaux appropriés. Pour une réussite certaine du projet, Edgar Yenge a lancé un appel aux associations et aux personnes de bonne volonté de mettre la main dans la pâte pour assurer un meilleur

fonctionnement à l'hôpital. Ce centre hospitalier a une capacité de quarante-cinq lits, une salle d'opération, une salle d'urgence, une salle d'accouchement, bureau de nursing, une pharmacie, une salle d'injection. Un laboratoire moderne sera également installé. L'hôpital facilitera sans nul doute l'accès aux soins de santé au village Zamba et une prise en charge rapide des enfants et des femmes enceintes.

Témoignages
« C'est très difficile pour nous de nous faire soigner, lorsque que nous tombons malades, nous n'avons pas un dispensaire dans le village. C'est dur, nous souffrons beaucoup, nous sommes obligés de parcourir 9 à 10 km pour accéder à un centre de santé, et c'est un risque de marcher dans la forêt pendant la nuit. Aujourd'hui, nous sommes très contents du projet de construction de l'hôpital dans notre village. Nous voulons que les travaux puissent

vite s'achever. Nous sommes impatients d'être soignés ici en toute quiétude », a déclaré une femme du village Zamba. Et Nsimba, un autre habitant de Zamba de renchérir : « Je tiens à remercier l'initiateur du projet qui a compris que la santé est une priorité pour nous, habitants de Zamba, qui n'avons pas accès aux soins médicaux. A chaque fois qu'il y a un cas grave de malade, nous, les jeunes, transportons le malade à l'hôpital avec beaucoup de difficulté, il peut aussi y rester en cours de route. Nous prenons notre mal en patience jusqu'à voir ce centre devenir opérationnel, les femmes ne vont plus souffrir pour les accouchements. C'est la première fois que depuis je suis né de voir un tel projet dans notre village, nous encourageons les autres personnes de suivre l'exemple, on a besoin aussi de la construction des écoles pour déclencher le développement du village ». L'ONG Goek n'est pas à sa première action à Zamba, un programme d'auto-suffisance avait été déjà initié par cette association qui prône le développement des communautés locales. Un lot important des semences et outils agricoles avaient été distribués à une centaine des ménages de Zamba pour les aider à accroître leur production agricole et améliorer la qualité des produits. Ce programme avait récolté des résultats escomptés.

Martin Engimo

« C'est très difficile pour nous de nous faire soigner, lorsque que nous tombons malades, nous n'avons pas un dispensaire dans le village. C'est dur, nous souffrons beaucoup, nous sommes obligés de parcourir 9 à 10 km pour accéder à un centre de santé, et c'est un risque de marcher dans la forêt pendant la nuit. Aujourd'hui, nous sommes très contents du projet de construction de l'hôpital dans notre village. Nous voulons que les travaux puissent vite s'achever. Nous sommes impatients d'être soignés ici en toute quiétude »

COMMERCE INTERNATIONAL

Les exportations de l'Ouganda vers la RDC ont enregistré une croissance record

Les données de la Banque centrale ougandaise indiquent que, malgré la pandémie de covid-19, les recettes d'exportation ont augmenté pour atteindre 28,1 millions de dollars en décembre 2020, contre 23,3 millions de dollars en novembre 2020, indique le journal ougandais « The Monitor ».

La croissance de 17 pour cent, explique-t-on, est dû au fait que les fabricants, en particulier dans les secteurs du ciment, de l'acier, des articles ménagers et des produits laitiers, ont cherché de nouveaux marchés en RD Congo et au Soudan du Sud, après avoir rencontré des défis sur certains marchés d'Afrique de l'est. À la fin des années 90, rappelle-t-on, les exportations de l'Ouganda vers la RDC n'étaient que de 0,50 million de dollars. Cependant, ces exportations ont énormément augmenté au fil des ans. Le Dr Fred Muhumaza, économiste et conférencier à la Makerere School of Economics en Ouganda, a déclaré au Monitor que la RD Congo était un marché en croissance que l'Ouganda a besoin de comprendre et de consolider, notant que la paix relative dans le pays par rapport au passé a permis une augmentation des revenus de la population. menant à une augmentation de la demande pour une variété de produits.



Vue de quelques conteneurs

Selon la base de données Comtrade des Nations unies sur le commerce international, l'Ouganda exporte principalement des graisses et huiles animales, végétales, notamment les graines de tournesol, l'huile de coton, les produits de consommation rapide et le poisson fumé, en particulier vers l'est de la RD Congo.

Amélioration des relations

commerciales

L'augmentation des exportations de l'Ouganda vers la RDC, explique-t-on, est consécutive à l'amélioration des relations commerciales soutenues par les accords de 2019 dans lesquels l'Ouganda et la RD Congo ont convenu de travailler sur la construction de routes-clés dans les vingt-quatre mois pour faciliter les affaires et augmenter les

échanges et les investissements entre les deux pays. Objectif : éliminer les restrictions commerciales et les obstacles d'infrastructure entre l'Ouganda et la RD Congo qui augmentent le coût des affaires. La distance totale des trois principaux réseaux routiers sera de 1182 km, financées conjointement par la RDC et l'Ouganda, les routes relieront certaines des

villes frontalières de l'Ouganda à la RDC: l'une reliera Kasindi à Beni (80 km) et une autre intégrera l'axe Beni-Butebo (54 km). Le troisième s'étendra sur 89 km de la ville frontalière de Bunagana, en passant par Rutshuru jusqu'à la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu en RDC. Les principales exportations de l'Ouganda vers la RDC comprennent le ciment, le sucre, le riz, la bière, la farine de blé, les biscuits et les produits de beauté et de maquillage, tandis que l'importation comprend le fer, les perles, les combustibles minéraux, le bois, le charbon de bois, les épices, les graisses et huiles végétales, le caoutchouc. En dehors des projets routiers, l'Ouganda envisage de construire une ligne de transport d'électricité à haute tension de 396 km depuis la sous-station de Nkenda à Kasese près de la frontière, jusqu'aux villes de Beni, Butembo et Bunia, toutes en RDC.

Patrick Ndungidi

DÉCÈS DE L'AMBASSADEUR LUCA ATTANASIO

Félix Tshisekedi a présenté ses condoléances à la veuve Milambo

Le président de la République a également promis de faire la lumière sur cet « acte ignoble ».



Le président Félix-Antoine Tshisekedi a présenté, en son nom propre et à celui de toute la République, ses condoléances à la famille du Congolais Mustapha Milambo, le chauffeur du Programme alimentaire mondial (PAM), tué dans l'attaque des rebelles dans la partie est de du pays, qui avait coûté la vie à l'ambassadeur Italien, Luca Attanasio, et son garde du corps. « C'est avec une grande tristesse

La lettre de Félix Tshisekedi à la veuve Milambo que je vous adresse cette lettre suite au meurtre dont a été victime votre époux, Monsieur Moustapha Milambo, aux côtés de l'ambassadeur de la République d'Italie, à Kibunda, territoire de Nyiragongo, dans le Nord-Kivu, ce lundi 22 février », peut-on lire dans cette correspondance du chef de l'Etat. Et de poursuivre : « La disparition de votre époux, autant tragique qu'injuste, suscite la

tristesse et l'incompréhension. En effet, nul ne peut accepter qu'un compatriote succombe à la barbarie de l'ennemie sur son territoire ». Le premier des Congolais a également rassuré la veuve éplorée de la volonté du gouvernement de faire la lumière sur cet assassinat. « En cette période de deuil, je vous présente Madame Milambo, en mon nom et au nom du peuple congolais, mes condoléances les plus attristées et vous assure de la volonté du gouvernement de la RDC de tout mettre en œuvre pour faire la lumière quant aux circonstances exactes ayant concouru à l'exécution de cet acte ignoble », a écrit le chef de l'Etat. Rappelons que Mustapha Milambo était au volant d'un des véhicules du PAM, à bord duquel voyageait l'ambassadeur de l'Italie, Luca Antonasio, lors de l'attaque qui a coûté la vie à trois des membres de cette expédition, dont l'ambassadeur italien, son garde du corps, un carabinier italien et le chauffeur congolais, Milambo.

Christopher Khonde

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

UNION AFRICAINE

Félix Tshisekedi lance l'année culturelle de sa mandature

Un grand moment de ferveur culturelle. Ainsi peut-on qualifier la cérémonie sobre mais pleine de signification, organisée le 27 février dans la salle des spectacles du Palais du peuple, pour marquer d'une pierre blanche la mandature culturelle du chef de l'Etat et président en exercice de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Une cérémonie qui aura magnifié l'excellence et porté aux nues le potentiel culturel congolais et africain. Une cérémonie où finalement politiques et culturels ont, l'instant d'une pièce « Une saison au Congo » d'Aimé Césaire, communié autour d'un idéal commun et avant-gardiste, celui de la renaissance africaine dont Félix-Antoine Tshisekedi est dorénavant porteur. L'occasion était toute indiquée pour le nouveau Chairman de l'Union africaine (UA) d'égrener son plan d'action axée sur la vision panafricaine d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique. Le président de la République dont la démarche s'inscrit en droite ligne de l'objectif fixé par le premier Plan décennal de mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Organisation panafricaine s'est décidé de placer son mandat sous le signe d'une « Union africaine au service des peuples ». Cette sous-thématique procède de sa réelle volonté de mettre l'Organisation continentale « à la portée du citoyen africain pour qu'il s'en approprie et l'utilise comme un instrument incontournable dans son développement individuel et collectif ».

Plaidoyer pour la renaissance africaine
Dans son allocution de circonstance, le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a mis une emphase particulière sur la renaissance du continent qui, d'après lui, devrait résulter de

l'effort de ses fils et filles qui ne doivent être mis en marge des chantiers de l'innovation car, a-t-il dit, « *c'est de ce capital humain que jaillira le génie de demain capable d'inventer des solutions adaptées aux équations de notre propre devenir* ». D'où son appel aux créateurs africains, toute discipline confondue, pour qu'ils se dotent d'un civisme panafricain. « *Je leur demande de prendre conscience de leur rôle irremplaçable dans la construction de l'Afrique, de ses communautés régionales et de chacun de ses Etats* », a-t-il lancé en guise d'exhortation. Félix-Antoine Tshisekedi s'est, par ailleurs, déclaré en faveur de la reconstruction de la mémoire du passé, de la promotion de la conscience historique de l'Afrique et de sa diaspora, de la réhabilitation de son patrimoine, de ses archives, de ses traditions et ses vestiges, mais aussi de ses propres langues. Il a promis d'apporter une contribution décisive au développement du potentiel culturel africain en assurant notamment la mise en œuvre de la Charte de la Renaissance africaine via l'obtention des dernières ratifications, encore en souffrance, des Etats membres. Dans le même ordre d'idées, il a proposé que 1% des budgets nationaux des Etats affiliés soit affecté au développement des industries culturelles et à la recherche scientifique et technologique.



Félix-Antoine Tshisekedi

Renforcement de la créativité africaine
Sur la même lancée, le président en exercice de l'UA pense capitaliser sa participation aux événements internationaux pour mener un plaidoyer assidu en vue d'assurer la promotion de la culture, des arts et du patrimoine tout en étant en phase avec l'agenda de la conversion et d'annulation des dettes publiques. Quant à la part de la RDC au renforcement de la créativité africaine, il a annoncé l'organisation, cette année, de deux Grands Prix d'incitation à la créativité, l'un de portée africaine destiné à honorer les talents du continent et l'autre, d'essence purement nationale, assurera la promotion du livre et

de la lecture. Outre cette organisation, Kinshasa abritera prochainement une Conférence sur le Patrimoine et le Musée de l'Afrique, en plus de trois autres manifestations d'envergure attendues portant sur l'illustration des arts et savoir-faire endogène, ainsi que sur les innovations technologiques locales. Il s'agit du Festival panafricain de la ville de Kinshasa, du Festival Amani et du Festival Rumba Parade. Un autre projet consacré à la lecture des enfants par les bandes dessinées pour une meilleure connaissance de l'histoire africaine a également été évoquée. Loin d'être exhaustif dans l'énumération de ses actions au plan

culturel, Félix-Antoine Tshisekedi a réitéré son engagement à répondre au besoin récurrent du peuple africain, celui de vivre dans un environnement apaisé. Et à ce titre, il a annoncé la tenue prochaine d'un Colloque international sur la paix et la sécurité en Afrique. « *Il est temps que l'Afrique puisse s'interroger sur les causes de ses guerres endémiques* », a-t-il indiqué, convaincu de l'opportunité de ces assises devant contribuer à la mise en action d'un Plan d'action ambitieux et réaliste, de sorte à permettre au continent de se rallier, enfin, à la culture de la paix, de la justice et de la démocratie.

Alain Diasso

MÉTAUX

Une embellie des cours mondiaux à prendre avec prudence

Le ministre sortant des Mines, Willy Kitobo, a reconnu l'opportunité offerte au pays de relever ses recettes, mais une reprise intensive des activités minières nationales dépendra des profonds changements à instaurer durablement dans le secteur. Pour l'heure, la question de l'extraversion de l'économie RD-congolaise qui dépend plus de ses mines doit constituer une préoccupation majeure pour le prochain gouvernement.

S'adressant directement au prochain gouvernement de la République piloté par Sama Lukonde, Willy Kitobo Samsoni a fait quelques recommandations essentielles. Des propos qui surviennent après une hausse des prix de certains métaux, dont le cuivre et le cobalt. Depuis le 26 février dernier, le cuivre se vend sur le marché international à 9 600 USD/dollars, tandis que le cobalt cotoie désormais les 52 000 USD/tonnes. Un mois plus tôt, les deux métaux se vendaient respectivement à 7 795 USD/tonnes et 32 000 USD/tonnes. Pour le cobalt, plusieurs analyses laissent entrevoir la possibilité de revenir à des niveaux atteints en 2017 et 2018, soit plus de 80 000 USD/tonne. « *L'activité minière est la plus importante de l'éco-*

nomie de notre pays puisque contribuant à plus de 50 % de manière directe et indirecte aux recettes mobilisées par le Trésor public ». Si l'opportunité est bien réelle pour le pays de se refaire une santé financière, il y a aussi les défis qui attendent le pays dans un secteur très stratégique. Dans un document de plus de dix pages, le Pr Willy Kitobo a rappelé les circonstances de la faillite des sociétés minières du portefeuille avant 2002. Depuis cette chute, aucune thérapie de choc n'a pu les aider à surmonter la crise. « Elles ont du mal à relancer leurs activités et contribuer efficacement comme dans le passé aux recettes de l'État et au PIB du pays ». L'année 2002 marque également la promulgation de la

loi minière et le boom minier avec l'investissement privé, principalement étranger. Toutefois, a-t-il expliqué, l'impact espéré n'a pas été au rendez-vous. Ce constat a conduit à la révision du Code minier de 2018. Si la production est bien passée de 400 000 tonnes de cuivre par an dans les années 1980 à 1 500 000 tonnes de cuivre par an produits essentiellement par des sociétés privées, l'investissement a bien changé de mains au cours de cette période. La RDC ne doit désormais se contenter que des recettes de la production insignifiante des sociétés du portefeuille de l'État, des dividendes dues aux parts de sa participation dans les sociétés privées et des droits, taxes et redevances à payer conformément aux dis-

positions du Code minier. « *Avec les exportations enregistrées au Haut-Katanga et au Lualaba, les services des mines enregistrent des redevances minières constatées et chiffrées entre 13 000 000 et 17 000 000 de dollars par semaine* ». **Défis**
Aujourd'hui, des défis s'imposent pour développer le secteur minier et augmenter les recettes de l'État dans ce secteur. Il y a, par exemple, la relance des activités des entreprises minières du portefeuille de l'État qui possèdent des actifs miniers les plus importants, et l'opérationnalisation du Fonds minier pour les générations futures. Ces défis ne doivent pas occulter la part importante de la lutte contre les principaux maux

qui rongent le secteur minier : fraude et contrebandes minières. Globalement, le ministre sortant identifie plusieurs exigences : le maintien de la bonne politique de gestion du secteur minier, le dialogue avec toutes les parties prenantes, la poursuite des réformes engagées pour mobiliser les recettes, l'assainissement des activités minières artisanales et le renforcement de l'application des dispositions du Code minier touchant aux intérêts des communautés locales impactées par les projets miniers. En arrivant à maîtriser les différents paramètres évoqués, le prochain gouvernement pourrait bien présenter un collectif budgétaire

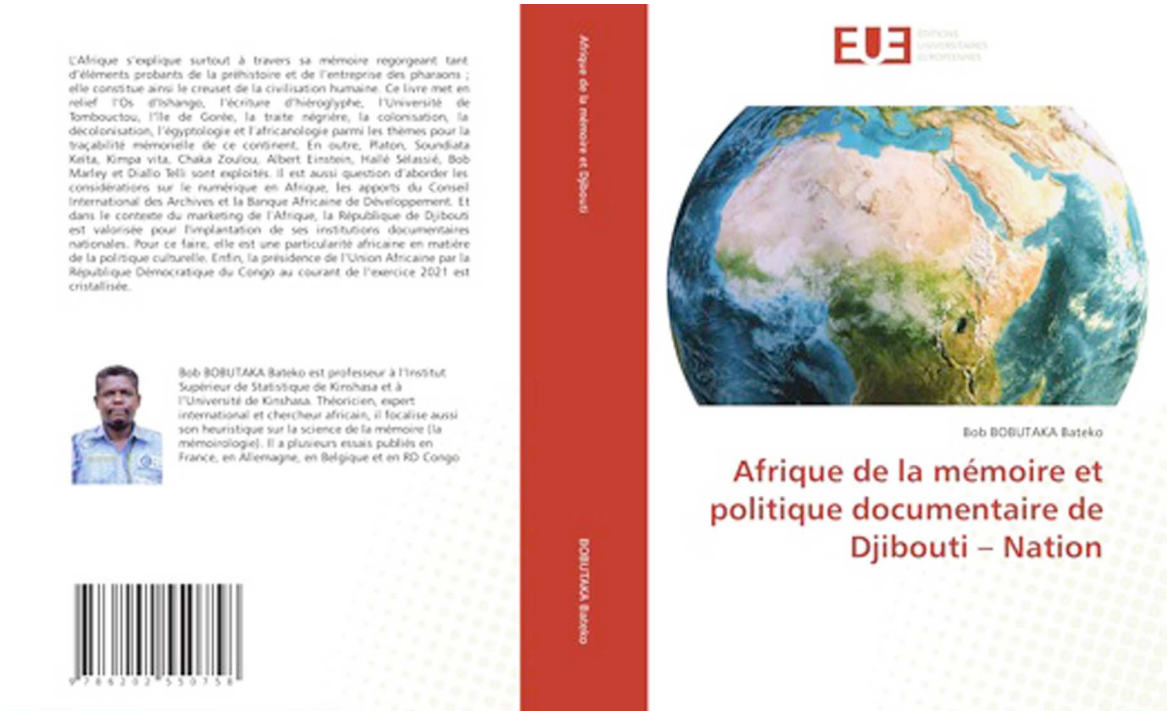
Laurent Essolomwa

LIVRES

Bob Bobutaka publie "L'Afrique de la mémoire et la politique documentaire de Djibouti-Nation

C'est une recherche fouillée que le Pr Bob Bobutaka vient de mettre à la disposition du public à travers son vingtième livre. « L'Afrique de la mémoire et la politique documentaire de Djibouti-Nation » est le titre de cet essai de 640 pages publié en début février 2021 aux Editions universitaires européennes.

Le prolifique écrivain, chercheur et expert en archives a, dans cet ouvrage inédit, dirigé ses recherches pratiquement sur l'évolution de la civilisation africaine, des origines jusqu'aujourd'hui. Dans le résumé à l'endos du livre, il est écrit : « *L'Afrique s'explique surtout à travers sa mémoire regorgeant de tant d'éléments probants de la préhistoire et de l'entreprise des pharaons ; elle constitue ainsi le creuset de la civilisation humaine. Ce livre met en relief l'Os d'Ishango, l'écriture d'hiéroglyphe, l'Université de Tombouctou, l'île de Gorée, la traite négrière, la colonisation, la décolonisation, l'égyptologie et l'africanologie parmi les thèmes, pour la traçabilité mémorielle de ce continent. En outre, Platon, Soundiata Keita, Kimpa Vita, Chaka Zoulou, Albert Einstein, Haïlé Sélassié, Bob Marley et Diallo Telli sont exploités* ». Le résumé ajoute que l'ouvrage aborde également « *les considérations sur le numérique en Afrique, les apports du Conseil International des Archives et la Banque Africaine de Développement* ». Le professeur Bobutaka a aussi parlé de la politique do-



L'endos et la couverture de l'ouvrage L'Afrique de la mémoire et la politique documentaire de Djibouti-Nation de Bob Bobutaka. L'endos indique : « Et dans le contexte du marketing de l'Afrique, la République de Djibouti est valorisée pour l'implantation de ses institutions documentaires nationales. Pour ce faire, elle est une particularité africaine en matière de la politique culturelle ». Le troisième volet de l'ouvrage traite de la présidence de l'Union africaine par la République démocratique du Congo pour l'exercice 2021. Et le chercheur souligne dans une note : Depuis la création de l'Union africaine en 2002, c'est seulement en 2021 que la République démocratique du Congo et son peuple sont honorés à travers le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui va assurer pendant une année le leadership de cette organisation régionale ».

neau et à l'Américaine Sarah Van Beurden pour leurs engagements visant la valorisation de la mémoire en Afrique. De la mémoire des Terriens, on reconnaît que l'Afrique est le berceau de l'humanité. Cette reconnaissance ne semble pas être un important prétexte pour que les pays africains arrivent à gérer leurs archives (la mémoire de l'Afrique) avec dextérité. Ainsi, le continent du pharaon souffre de sous-développement et de déficit de son identité dans un environnement planétaire qualifié de mondialisation», conclut l'auteur du livre Bob Bobutaka dans une brève note éclairante de l'ouvrage.

L'auteur
Professeur à l'Institut supérieur des statistiques et à l'Université de Kinshasa, ce théoricien, expert international et chercheur africain focalise aussi son heuristique sur la science de la mémoire (la mémoireologie (science de la mémoire)). Prolifique, Bob Bobutaka est auteur de plusieurs ouvrages publiés en France, en Allemagne, en Belgique et en République démocratique du Congo.

Martin Engimo

TRANSPORT EN COMMUN

Le dernier lot de bus Transco réceptionné à Boma

L'acquisition de cent dix bus s'ajoute aux trois cent trente qui ont été dernièrement remis à cette société de transport par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi.

Cent-dix nouveaux bus de transport en commun de la société Transport du Congo (Transco) ont été réceptionnés, le 28 février dans la ville portuaire de Boma, au Kongo central. Ce lot de bus vient compléter le charroi automobile de cette entreprise de l'Etat dont trois cent trente nouveaux bus avaient été lancés dans le réseau urbain et interurbain, le 13 février, par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Ce dernier lot d'une commande initiale de quatre cent quarante bus passée par le gouvernement de la République, note la presse présidentielle, a été réceptionné à Boma par l'envoyé spécial du chef de l'Etat, Massamba Kinuani, en présence des délégués du ministère de Transport et Voies de communication, du directeur général de Transco, du maire de la ville de Boma et de nombreux partenaires du gouvernement

dans le secteur du transport. Pour la réception de ces bus, souligne la source, un procès-verbal a été lu et signé par les membres de la commission adhoc. Il est noté que la société Transco, créée en 2013, a perdu tout son charroi du fait de la vétusté et du manque d'entretien de son parc automobile. Pour relancer cette entreprise publique, le gouvernement a signé un contrat, en 2019, avec SMT pour l'acquisition de quatre cent quarante bus fabriqués avec les spécifications devant permettre à cette société d'optimiser sa gestion. Il y a également un contrat de service après vente qui couvre ce lot de bus Transco pour une période de deux ans. A en croire le ministère de Transport et Voies de communication cité par la presse présidentielle, dix-huit conteneurs de pièces de rechange sont disponibles en vue de faciliter l'entretien et la réparation de ces engins.

Lucien Dianzenza



Des bus Transco

LINAFOOT/LIGUE 1

Lupopo et Mazembe se neutralisent

Les deux clubs rivaux de Lubumbashi se sont quittés dos à dos au terme du derby de la capitale congolaise du cuivre. Il n'y a pas eu de but au cours de cette rencontre de la 16e journée du championnat national de football - Ligue 1.

Le derby de Lubumbashi entre le FC Saint-Eloi Lupopo et le Tout-Puissant Mazembe s'est soldé, le 28 février, au stade Frédéric-Kibassa de la ville cuprifère, d'un nul vierge de zéro but partout. Le match comptait pour la 16e journée de la 26e édition du championnat de la Ligue nationale de football/Ligue 1. A la conférence d'après-match, l'entraîneur Bertin Maku des Cheminots a affirmé que le résultat reflète la physionomie de la partie.

« Un derby reste un derby. Vous avez vu que le jeu était très serré sur le terrain, il y avait de la motivation de part et d'autre, de l'envie pour faire la différence avec plein de détermination. Chacune de deux équipes n'a pas laissé beaucoup d'espace à l'autre de pouvoir l'exploiter... Sinon, c'est un résultat qui reflète la manière dont les deux équipes ont joué. Faire déjà ce résultat face à Mazembe n'est pas une moindre de chose. Je ne suis pas déçu de ce résultat. Certes, c'est un échec dans le sens où on cherchait à gagner, car nous étions venus



Vue d'un match entre Lupopo et Mazembe (archives)

pour gagner, mais d'un autre regard, ce n'est pas un échec par rapport à la réalité qui entoure le démarrage de ce championnat du côté Lupopo, nous n'avons eu que dix jours pour nous préparer à jouer ce match et quatre jours pour préparer notre phase retour. Donc, c'est

un résultat qui est acceptable pour moi et nous allons continuer à travailler pour améliorer nos résultats », a-t-il laissé entendre. Cinquième au classement avec 31 points en 17 matchs joués, Lupopo joue son prochain match le 4 mars à Lubumbashi contre l'AC Rangers

de Kinshasa. L'entraîneur adjoint de Mazembe, Isaac Kasongo Ngandu s'est, pour sa part, attardé sur la prestation de Jean Baleke, transfuge de la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK) arrivé au cours du mercato de décembre. « Toute l'équipe n'était

pas à la hauteur, pas seulement Jean Baleke pour son premier match comme titulaire, il ne faut pas lui en vouloir, car c'est un match qui n'a pas souri, mais demain, ce sera certainement positif. C'est un joueur talentueux qui promet. Il est encore trop jeune, Il a montré de quoi il était capable. Ce n'est pas pour rien, il est chez Mazembe où il y a de la concurrence. Le poste où il évolue il y a autant de joueurs. C'est à lui maintenant de saisir l'opportunité et je pense que s'il travaille beaucoup, il peut apporter un plus », a déclaré l'ancien coach de Don Bosco aujourd'hui adjoint de Pamphile Mihayo Kazembe dans le staff technique de Mazembe.

Le club noir et blanc de Lubumbashi occupe la pole-position avec 36 points en 16 matchs joués. Les Corbeaux préparent déjà la troisième journée de la Ligue des champions contre Mamelodi Sundowns large victorieux de CR Belouizdad en Algérie par cinq buts à un.

Martin Engimo

VISITEZ

LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CERAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Musée du Bassin du Congo

galeria CONGO

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso Immeuble les manguiers (Mpoila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzoville



INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO



AMBASSADE
DE FRANCE
AU CONGO
*Liberté
Égalité
Fraternité*



MPPFID





ASSOCIATION
DES FEMMES
JURISTES DU CONGO



CAMPAGNE #TOSALA

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES
ET POUR LE LEADERSHIP FEMININ

DU 06 AU 27 MARS

.....

18 FEMMES ARTISTES
4 RENCONTRES DÉBATS
4 EXPOSITIONS
1 CLIP VIDÉO
1 DOCUMENTAIRE
1 TABLE RONDE RADIOPHONIQUE

GRATUIT



JEP
Jeunes Économistes du Proche
"s'élever par le mérite"



Avenir Nepad



ACBF



FASI
Fédération des Associations
Sociologiques et
Institutionnelles



AZUR DÉVELOPPEMENT
Droit des Femmes, TIC et Développement



MTN



LES ATELIERS
D'ART ET DE
CULTURE



TRACE
KITOKO



AVSI
People for development



UNFPA



LES DÉPÊCHES
VOIE BRAZZAVILLE



RCJ
Radio Citoyenne des Jeunes

FORUM AFRICAIN SUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L' INNOVATION

Le Congo assure la présidence

Le ministre congolais de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a été désigné, le 25 février, nouveau président du Forum régional africain sur la science, la technologie et l'innovation.

La désignation de Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou aux fonctions de président du Forum régional africain sur la science, la technologie et l'innovation a eu lieu lors de la troisième édition dudit forum organisée sur le thème : « Mieux construire l'avenir : vers une Afrique résiliente et verte pour la réalisation du programme 2030 et de l'agenda 2063 » et ayant regroupé des ministres africains en charge de la Recherche scientifique.

« La science, la technologie et l'innovation recèlent d'un formidable potentiel et de réelles perspectives d'avenir en matière de création d'emplois et de richesses, une opportunité à saisir pour l'Afrique, confrontée à un important taux de chômage des jeunes », a indiqué le nouveau président du Forum africain sur la science, la

technologie et l'innovation. Son action à la tête de la structure panafricaine va, sans nul doute, s'appuyer sur la science comme facteur de lutte contre le chômage, facteur de développement.

Par ailleurs, le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a souligné que l'Afrique possède plusieurs centres de recherche renommés, des structures régionales spécialisées et des centres d'excellence conçus pour apporter des solutions scientifiques et innovantes aux défis du développement du continent, car la science, la technologie et l'innovation sont capitales pour atteindre les Objectifs de développement durable et stimuler la croissance économique.

Cependant, a-t-il précisé, pour parvenir à des résultats tangibles, la recherche scientifique exige de disposer des ressources finan-



Le ministre Coussoud-Mavoungou

cières adéquates. Ainsi, il a convié les dirigeants politiques et autres décideurs africains d'esquisser ensemble une feuille de route commune pour intensifier la place des sciences, des

technologies et de l'innovation dans l'agenda de développement 2063 de l'Union africaine. Le forum africain sur la science, la technologie et l'innovation est une plateforme permettant d'explorer

et de faciliter les interactions, le jumelage, la coopération et les partenariats entre les parties prenantes, afin de stimuler le développement, le transfert de technologies et de créer des réseaux d'innovation régionaux. Le nouveau président de ce forum a ainsi fait comprendre que cet espace doit permettre une large diffusion des connaissances et technologies les plus récentes, des meilleures pratiques tant à l'échelle régionale que mondiale et promouvoir l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur, ainsi que dans les sciences et les technologies.

En rappel, le ministre congolais de la Recherche scientifique remplace à la présidence du forum africain sur la science, la technologie et l'innovation, le ministre zimbabwéen de l'Education supérieure, de la Science, de l'Innovation, du développement et la technologie.

Rominique Makaya

**" Rejoignez-nous
au quotidien sur les
Réseaux Sociaux pour
être au cœur de
l'évènement "**

CONCOURS DE CRÉATION GRAPHIQUE

Les étudiants invités à la conception du logo de l'AUF

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) associe tous les étudiants évoluant en arts visuels, passionnés par le dessin et les arts graphiques dont les établissements sont membres de ce réseau mondial à soumettre leurs dossiers au concours international de création d'un logo pour son 60e anniversaire.

Seuls les étudiants inscrits pour l'année universitaire 2020-2021 dans un établissement d'enseignement supérieur et de recherche membre de l'AUF peuvent participer. Cependant, les enfants des personnels de l'AUF ne sont pas autorisés à concourir. La date limite d'inscription est fixée au 15 mars 2021.

Les participants doivent fournir une copie de leur carte d'étudiant ou une copie de leur attestation d'inscription pour l'année universitaire 2020-2021, et doivent s'inscrire via le formulaire de soumission en ligne. Une seule proposition de logo par formulaire d'inscription est autorisée.

Les propositions incluant plus d'un logo par formulaire ne seront pas prises en considération. Toutes les soumissions doivent obligatoirement être des œuvres originales et ne doivent s'inspirer de tout ou partie d'éléments graphiques, de marques déposées ou d'images protégées existantes ou bien appartenant à des tiers.

Les postulants doivent tenir compte des mots clés lors de la création du logo à savoir : francophonie, enseignement supérieur, jeunesse, international, interculturalité, célébration. La sélection se fera en fonction des critères suivants : sa pertinence : la proposition doit être conforme aux conditions définies dans le règlement du concours ; son originalité : elle doit démontrer originalité,

impact et imagination, et cibler les différents publics de l'AUF ; sa qualité esthétique : elle doit être attractive.

Le logo doit être présenté en version polychrome (couleur), et doit respecter les couleurs institutionnelles directement issues du logo AUF. Il doit avoir également deux principales couleurs : le rouge et gris ainsi que 5 couleurs de la Francophonie : violet, rouge, vert, jaune et bleu.

Les fichiers doivent être uniquement transmis en haute résolution (image en 300dpi ou fichier vectoriel) au format PDF, .png, .ai ou .eps, et être d'une taille maximale de 10 MB. Il est important que chaque fichier soit identifié de la manière suivante : nom, prénom, logo ; nom, prénom, carte.

Les candidats doivent s'assurer de saisir leurs adresses courriel dans le champ "Votre adresse e-mail". Dans l'espace « Message », ils doivent bien remplir les informations suivantes : Université ou Institution d'origine leur nom et prénom, leur numéro de téléphone où leur joindre au sujet du concours, leur pays et région. Une fois tous les renseignements soumis, cliquer sur « Transférer ».

La lauréate ou le lauréat recevra un prix unique d'un montant de 1 500 euros. Le dépôt de candidatures se fait sur ce lien ifc-auf.wetransfer.com.

Rosalie Bindika

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

La Cour constitutionnelle va déployer 96 observateurs

Le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a annoncé le 1^{er} mars que son institution va déployer quatre-vingt-seize observateurs électoraux, dont quatre-vingt-quatre délégués et douze coordonnateurs sur l'ensemble du territoire national pour superviser l'élection présidentielle du 21 mars.

Le président de la Cour constitutionnelle a donné l'information sur le déploiement des quatre-vingt-seize observateurs électoraux, à l'issue de la séance de travail qu'il a eue avec la mission d'information et d'évaluation préélectorale de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) qui séjourne au Congo

depuis le 24 février. Par ailleurs, a-t-il noté, cette mission a été édictée sur le rôle du juge du contentieux électoral avant, pendant et après le scrutin. Auguste Iloki a mis à profit cette occasion pour rappeler les tâches préélectorales et postélectorales qui reviennent à la Cour constitutionnelle, notamment la désigna-

tion d'un collège de trois médecins assermentés chargés d'examiner les candidats, l'examen et l'approbation des dossiers de candidature des candidats, ainsi que la validation des résultats finaux du scrutin. De son côté, le chef de la mission a rappelé à la presse que son équipe travaille conformément au mandat octroyé par la conférence des chefs

d'Etat et de gouvernement de la CEEAC dans sa déclaration du 7 juin 2005 à Brazzaville, relative à l'appui aux Etats membres engagés dans les processus électoraux. Notons que c'est pour la deuxième fois que la Cour constitutionnelle déploie des observateurs électoraux pour superviser un scrutin.

Roger Ngombé

La force publique ne va pas voter dans les casernes

A l'issue de la conférence d'harmonisation opérationnelle des travaux de planification de la sécurisation de l'élection présidentielle du 21 mars, le directeur des opérations de l'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de brigade François Ossélé, a indiqué le 27 février, qu'aucun bureau de vote ne sera implanté dans une caserne.



Les participants à la conférence d'harmonisation

« Sur le plan du vote spécial, nous avons pu, de façon détaillée, régler toutes les questions liées à l'enrôlement ; donner les informations qu'il fallait, notamment au moment où nous étions en pleins travaux. Il a été publié l'arrêté qui fixe l'implantation des bureaux de vote et, comme vous le savez, c'est un arrêté qui est public. Nous avons pu donc nous approprier ce document et utiliser les modalités pour toutes nos unités afin qu'elles soient sensibilisées autour de ces bureaux de vote, et de créer toutes les conditions pour aller voter massivement... », a précisé le directeur des opérations de l'état-major des FAC. Au-delà de ces conclusions, dans son mot de clôture, le chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi, a attiré l'attention des participants sur certains faits du processus électoral où l'expérience des élections passées a montré que des candidats ont parfois tendance à solliciter des personnels de la force publique pour assurer leur sécurité en dehors des canaux officiels.

La loi portant statut général des militaires et des gendarmes en la matière, a-t-il souligné, dispose que « les opinions ou croyances philosophiques, religieuses ou politiques sont libres. Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve qu'exige l'état militaire conformément aux textes en vigueur, etc. ». Il a ajouté que de ces dispositions statutaires découle ce que l'on appelle l'obligation de réserve des militaires, gendarmes ou policiers.

Guillaume Ondze

TALANGAI 5

Claudia Sassou N'Guesso à la rescousse des usagers de la rue Eko

La députée élue de la 5e circonscription électorale de Talangai, Claudia Ikia Sassou N'Guesso, a procédé le 28 février, en présence du maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, au lancement des travaux de désensablement de la rue Eko, au quartier 68 à Petit-chose.



Claudia Ikia Sassou N'Guesso plantant les arbres le long de la rue Ndolo/Adiac

Couverte de pavés depuis la gendarmerie de Talangai (CEG de la Liberté) jusqu'à l'école 18 mars à Petit-chose, la rue Eko est devenue impraticable à certains endroits à cause de l'ensablement. En effet, cette rue permettait de désengorger le trafic sur la rue Ndolo et faciliter la circulation automobile des habitants des quartiers « Petit-chose », Maman Mboulé et Ngamakosso.

Mais, les dernières pluies l'ont rendue quasiment impraticable par voiture surtout au niveau du quartier Petit-chose. Les travaux de désensablement engagés permettront sans nul doute de soulager tant soit peu

les peines des riverains dont les habitations sont également menacées d'ensablement et d'inondation.

Outre le désensablement de la rue Eko, Claudia Ikia Sassou N'Guesso et sa suite se sont rendues au marché Maman Mboulé. En effet, construit par le gouvernement grâce au plaidoyer de la députée de Talangai 5 et inauguré en 2016, ce marché est actuellement menacé par du sable en provenance des collines de Ngamakosso.

Soucieuse des souffrances qu'endurent ses mandants en période de pluie, l'élue de Talangai 5 est allée s'enqué-

rir de l'état de dégradation du tronçon Mboulé-Ngamakosso, précisément au niveau de l'arrêt de bus « Eglise » où un borbier s'est formé. Sans en faire une déclaration officielle, cette visite, en compagnie du maire de Brazzaville, est une lueur d'espoir pour les usagers de cette route en proie souvent aux difficultés de transport après chaque pluie.

L'autre temps fort de cette descente a été le planting d'arbres le long de la rue Ndolo, à hauteur de « Petit-Chose », où la présence de Claudia Ikia Sassou N'Guesso a pris l'allure d'un meeting.

Parfait Wilfried Douniama

TRANSPORT AÉRIEN

Les compagnies nationales en perte de vitesse

Lina Congo en 2002, ECAir en 2016 et la société Nouvelle Air Congo depuis mars 2020, les arrêts et fermetures ponctuent la vie des compagnies aériennes congolaises.

Lorsque Equatorial Congo airlines (ECAir) ouvre ses portes en 2011, une bouffée d'oxygène a envahi nombre de Congolais. Des liaisons locale et internationale sont assurées régulièrement par cette compagnie. En plus, des emplois sont créés. Certains jeunes congolais y accèdent. Mais le beau temps n'a duré que cinq ans. Suspendus, une première fois en juillet 2016, les vols intérieurs de la compagnie avaient brièvement repris fin septembre de la même année, du moins entre Brazzaville et Pointe-Noire, avant que les avions ne soient à nouveau cloués au sol, le 10 octobre 2016, quand l'Asecna a décidé de suspendre la fourniture des services de la navigation aérienne

à la compagnie sur toutes ses plateformes, en raison de son état d'endettement. Un chômage technique de cinq années, à ce jour, s'est alors imposé aux employés. Des arriérés de salaires se sont accumulés et les employés sont aux abois. Devant cet état de fait, nombreux sont les Congolais qui restent dubitatifs, quant à la reprise des activités de ladite compagnie, malgré la réception en janvier dernier de l'un des Boeing et des promesses de relance. Par ailleurs, nous sommes sans ignorer que le coronavirus a imposé ses restrictions dans divers domaines de la vie. C'est d'ailleurs la raison évoquée pour justifier l'arrêt des activités de la compagnie aérienne Nouvelle

Air Congo. Néanmoins, si depuis l'assouplissement des mesures barrières, certaines compagnies aériennes reprennent peu à peu leurs activités, à l'instar d'Air France avec son vol Paris-Brazzaville et Brazzaville-Paris, la flotte d'ECAir est toujours au sol et les employés au chômage technique. Entre salaires impayés et attente de la reprise des activités, les agents croisent les doigts, en espérant une reprise des activités dans de brefs délais. Il fut un temps où le ciel congolais affichait une flotte prometteuse et assurerait des liaisons régulières entre ces villes. En effet, à l'ère de Lina Congo, dans les années 1970, la flotte de cette compagnie comprenait un Dou-

glas DC-4, deux Douglas DC-3, un Fokker F27 et deux avions légers, et le réseau de liaisons couvrait: Brazzaville; Owando; Dolisie; Impfondo; Makabana; Makoua; Moanda; Ouessou et Pointe-Noire. En 1974, le Canada a annoncé un programme d'aide de 5,7 millions de dollars canadiens au Congo-Brazzaville pour développer l'aviation civile dans le pays. Le programme, composé de 4 904 000 dollars de subventions et d'un prêt de 880 000 dollars, avait permis la rénovation de Lina Congo. À la fin des années 1970, deux de Havilland DHC-6 Twin Otters de fabrication canadienne se sont joints à la flotte et le reste de la flotte comprenait un DC-3, un Nord 262, deux An-

tonov An-24 et deux Fokker F27. À cette époque, la compagnie aérienne appartenait à 66% au gouvernement congolais. Mais en 2002, tout bascule, le gouvernement congolais dissout la compagnie aérienne, après avoir subi de lourdes pertes. Depuis lors, les compagnies aériennes congolaises sont rythmées d'épisodes courts et intenses d'activités mais pas vraiment stables. Au-delà de vœu pieux, il faut pour ce secteur s'engager dans l'action afin de remonter la pente, améliorer la qualité des services offerts et stabiliser l'activité de ces compagnies aériennes, car le développement du Congo dépend indubitablement de l'interconnexion entre ses localités.

Durly Emilia Gankama

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Emmanuel Ollita Ondongo décoré pour son travail à la Halc

La distinction décernée par l'Association des auditeurs des radios locales nationales et des journalistes chroniqueurs (Aarlncj), le 26 février à Brazzaville, est une reconnaissance de l'engagement et du dévouement d'Emmanuel Ollita Ondongo depuis son accession à la tête de la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc).



Emmanuel Ollita Ondongo recevant la distinction des mains du président de l'Aarlncj/Adiac

Ancien président de la première Association congolaise de lutte contre la corruption, ancien président de l'Observatoire anti-corruption et actuel président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo a témoigné toute sa gratitude à l'endroit de l'Aarlncj pour la distinction faite en son honneur. « Cette décoration revient avant tout à l'ensemble du personnel de la Halc que je dirige et à l'endroit de la population congolaise qui espère beaucoup sur les résultats que notre institution doit obtenir au fil du temps. Cela me pousse à comprendre que le Congo a davantage besoin d'organisations qui suivent leurs cadres », a déclaré le récipiendaire. Selon lui, ce genre d'action est à pérenniser à l'endroit de différents acteurs pour reconnaître leurs efforts et

les encourager à bien travailler davantage. Pour Michel Mombili Aweyambi, secrétaire général de la Halc, cette distinction couronne l'engagement du président qui, dans toutes ses structures, ne cesse de manifester sa reconnaissance émérite dans la lutte contre la corruption tant au Congo qu'en Afrique. « Que cette distinction soit un exemple pour nous et un motif d'encouragement et de responsabilité dans l'accomplissement de notre mission, celle qui consiste à prévenir; à lutter contre la corruption et à aider à l'amélioration de la bonne gouvernance », a-t-il indiqué. A en croire le président de l'Aarlncj, Jean Michel Bossi, Emmanuel Ollita Ondongo est une personnalité animée par la rigueur dans

le travail, le sens du partage et l'amour du prochain. « La gratitude faite à son égard est le résultat d'un sondage impartial. Son amour pour le Congo et sa vision de la patrie nous inspirent tous. En effet, il contribue aujourd'hui à la baisse du taux de dangerosité en matière de corruption dans notre pays », a-t-il précisé. Créée en 1999, l'Aarlncj a pour mission de reconnaître le mérite des acteurs évoluant tant dans le secteur culturel que biens d'autres. Leur action, a signifié Hilaire Kimbantsa, coordonnateur général de ladite association, s'inscrit dans une volonté d'encourager la société civile, maillon indispensable qui accompagne les gouvernants, dans l'exécution de leurs tâches.

Merveille Atipo et Gloria Imelda Lossele

CRÉDIT-BAIL

Un mode de financement innovant pour les entreprises congolaises

Le financement en crédit-bail présente de nombreux avantages dès la création de l'entreprise, qui profite de l'équipement nécessaire au démarrage, sans risquer l'endettement. En plus d'un avantage à long terme, l'entreprise bénéficie de déductions d'impôts.

Dans un contexte de crise économique et financière, où le secteur privé national peine à mobiliser les financements nécessaires à la relance des activités, le financement en crédit-bail apparaît comme la clé de la sortie du marasme. Lors de sa dernière réunion, à la mi-février, le Comité national économique et financier (CNEF) a invité le gouvernement congolais à promouvoir le crédit-bail, en vue de faciliter l'accès aux financements pour les entreprises locales. En effet, le crédit-bail est un moyen de financement selon lequel une société financière, appelée le "crédit-bailleur", achète un bien pour le mettre à disposition d'une entreprise, le "crédit-preneur", pour une période déterminée, et en contrepartie d'un versement périodique. À la fin de la location, le locataire peut choisir d'acheter le bien loué, de le restituer, ou de signer un nouveau contrat de crédit-bail. Outre les avantages fiscaux, l'entreprise bénéficiaire ne peut fournir d'apport initial, ni de dépôt de garantie ; elle profite d'une grande flexibilité dans la durée du contrat, avec un seuil de financement relativement bas ; sa trésorerie est préservée et elle n'engage pas de fonds propres ; elle bénéficie d'un remplacement de matériel sans frais en cas de défaillance et d'un service de maintenance inclus, etc. Cet investissement encore mal connu en République du Congo porte sur un bien mobilier ou immobilier, notamment d'équipements et d'outils professionnels tels que du matériel de chantier, du matériel informatique, des logiciels professionnels, des machines industrielles, du matériel agricole, du matériel médical... Il existe d'autres possibilités plus avantageuses. Il faut signaler que le crédit-bail est accessible à tous les types d'entreprises, quels que soient leur statut juridique (entreprise individuelle, société à responsabilité limitée, société civile immobilière...), leur type d'activité (agricole, artisanale, industrielle, commerciale...) ou leur taille (micro-entreprise, petite et moyenne entreprise, petite et moyenne industrie...). Toutefois, les associations, les administrations et les collectivités territoriales peuvent également souscrire au crédit-bail.

Fiacre Kombo

ITIE : le plan de travail 2021 adopté

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngasté, a présidé le weekend dernier à Brazzaville le comité national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), à l'issue duquel un plan de travail annuel a été adopté. Conformément aux orientations du secrétariat international de l'ITIE, le comité national s'est fixé, pour objectifs, entre autres : améliorer la gouvernance interne en tenant régulièrement les réunions du comité exécutif et des commissions ; assurer une gestion efficiente des ressources humaines et matérielles ; pérenniser la mise en œuvre de l'Itie en tant qu'outil de gouvernance et de transparence. Pour y parvenir, il a été retenu deux mesures essentielles, à savoir le suivi de l'exécution des recommandations de cette institution internationale ainsi que la formation et le renforcement des capacités des acteurs concernés par le processus.

Lopelle Mboussa Gassia

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les étudiants édifiés sur les métiers de gestion d’entreprise et du numérique

L’école «Hautes études commerciales et techniques» de la chambre de commerce, d’industrie, d’agriculture et des métiers de Brazzaville a organisé, le 27 février dernier à Brazzaville, sa première journée portes ouvertes, en vue de faire connaître tous les modules opérationnels de la chambre de commerce et découvrir la diversité des offres académiques dudit établissement.

Placée sur le thème « Découvrir pour mieux choisir », cette journée, qui a réuni des étudiants, responsables des chambres consulaires, les syndicats patronaux et chefs d’entreprises, avait également pour but de redorer l’image de l’établissement Hautes études commerciales et techniques (Hect) et de promouvoir sa formation qualifiante. Elle a donc été une véritable opportunité pour les étudiants de s’imprégner des différentes formations que propose l’établissement. Aussi, l’évènement a été un espace de recherche stimulant la prospérité et l’innovation, en vue de créer des emplois et préparer les étudiants pour le marché du travail.

« Cet établissement permettra aux bacheliers étudiants avec le thème « Découvrir pour mieux choisir » une instruction, une éducation, une culture générale dans le savoir-être, le savoir-vivre patronal, le savoir-faire entrepreneurial, le savoir-faire dans la gestion d’une entreprise et le savoir-devenir du chef d’entreprise dans la



gestion des affaires », a indiqué Jean Ngalessami Ibombo, premier vice-président de la chambre de commerce. Et d’ajouter : « L’école

rejoint donc le réseau consulaire des Hec de Paris, du Maroc, de la Tunisie, de l’Algérie, de l’Egypte, de la Côte d’Ivoire dans différents

secteurs privés du monde ». Lors de ces portes ouvertes, trois exposés sur les sections commerce, services, métiers et artisanat ont

été tour à tour animés par les vice-présidents: Jean Ngalessami Ibombo; Joseph Mampouya et Pierre Oyé. De ce fait, les étudiants ont été invités à postuler pour l’école Hect, dans le but de perfectionner leur transformation dans la gestion des affaires et sortir de la connaissance ignorante.

Au terme de la rencontre, les responsables des chambres consulaires, les syndicats patronaux et chefs d’entreprise ont adressé leur gratitude infinie aux écoles HEC pour l’appui multiforme ayant permis l’organisation d’Hect du Congo-Brazzaville

Née des cendres du Centre de formation et de perfectionnement professionnelles, l’école Hect a pour vocation de former les jeunes cadres bien imprégnés des techniques de gestion d’entreprise et du numérique. Elle attache un intérêt particulier à la coopération consulaire bi et multilatérale avec les autres chambres sœurs d’Afrique, d’Europe et d’Amérique.

Gloria Imelda Lossele

TRIBUNE LIBRE

Santé pour tous !

Apporter et améliorer l’offre des soins de santé au plus près des patients, voilà l’ambition affichée par les autorités congolaises, pour répondre à une demande pressante de la population, en la matière. La réalisation de cette ambition a pris un tournant décisif avec l’achèvement imminent des travaux des hôpitaux généraux de Patra à Pointe-Noire et de Nkombo à Brazzaville. Deux hôpitaux généraux sur les 12 attendus, dans le cadre du programme « Santé pour tous ». Hier, lorsque ce n’était pas l’argent qui posait problème, les populations se trouvaient confrontées à l’éloignement géographique qui les séparait des centres de santé publique digne de ce nom.

Avec une superficie de 342.000 km² et une population estimée à 6 millions d’habitants, le Congo ne compte à ce jour que cinq hôpitaux généraux, distants les uns les autres, notamment à Owando, à Oyo, à Dolisie et à Pointe-Noire. La construction et la mise en service des unités hospitalières de Nkombo et de Patra, en dépit de la morosité de la conjoncture économique nationale, sont l’expression de l’ambition des autorités de développer une offre hospitalière de proximité et de renforcer sensiblement la gradation des soins. Ces hôpitaux vont également atténuer les peines de ceux qui ont vécu au quotidien le traumatisme des embouteillages et de l’encombrement des voies qui les empêchaient d’atteindre, rapidement, le centre de santé.

Il ne s’agit pas, ici, de proclamer la fin de toutes les difficultés des populations de ces quartiers, en matière de santé. Loin s’en faut ! Car, les besoins sont nombreux, aussi bien pour ces populations bénéficiaires de l’offre de ces hôpitaux généraux que pour l’ensemble des Congolais. Mais, il s’agit de souligner le soulagement qu’apportent ces deux hôpitaux, à la fois, pour leur proximité que pour la qualité des soins qui y seront administrés, puisqu’ils disposent d’un plateau technique moderne.

Reste que le personnel chargé d’animer ces structures soit lui aussi en adéquation avec les attentes des patients. Il est essentiel que les populations sentent la différence dans les prestations de ces agents de santé dont le serment est un engagement à sauver des vies.

Ce n’est pas aux médecins, infirmiers et sages-femmes que l’on doit rappeler cela. La mission de l’hôpital étant de prendre en charge les patients et de contribuer à leur état de santé et, ainsi de répondre à la détresse des citoyens, quels que soient leur âge et leurs revenus.

Valentin Oko

SECTEUR NUMÉRIQUE

Vers la création d’un centre sur l’intelligence artificielle

Le Conseiller du président de la République, chef du département des télécommunications et du numérique, Yves Ickonga, en collaboration avec les délégués des téléphonies mobiles, a expliqué, du 25 au 26 février à Brazzaville, aux jeunes élèves et étudiants les enjeux des technologies de l’information et de la communication, de la cybersécurité et les perspectives d’emploi dont la création au Congo d’un grand centre consacré à l’intelligence artificielle.

« Nous avons porté aux élèves et étudiants le message du président de la République relatif à l’espoir et à la confiance parce que le Congo de demain se fera avec ces jeunes. Il leur fait confiance et envisage un Congo semblable à leur aspiration. Le rôle transversal des nouvelles technologies nous oblige à amener ces jeunes à quitter le rôle d’utilisateur pour celui de créateur », a indiqué Yves Ickonga, conseiller du président de la République, ajoutant que « c’est la volonté du président de République. C’est pour cela un centre sur l’intelligence artificielle sera mis en place au Congo et va permettre un développement important. Cela va pousser aussi les jeunes à évoluer ».

Il est également prévu l’expérimentation de la 5 G et la mise en place des salles multimédias dans les établissements publics de niveau supérieur. Le conseiller du président de la République a rappelé que l’initiative du déploiement de la fibre optique dans tous les départements émane de la volonté du chef de l’Etat.

Au Congo comme ailleurs, le numérique touche à l’environnement ainsi qu’à d’autres secteurs clés de la vie courante y compris même celui de la souveraineté numérique. Ainsi les orateurs ont demandé aux jeunes de faire bon usage des Tic sans complexe. « L’usage d’une application peut rendre une personne riche en découvrant un métier innovant. Les jeunes peuvent se spécialiser à la robotique par exemple », ont-ils fait savoir .

Selon eux, les Technologies de l’information et de la communication pour l’enseignement (TICE) recouvrent les outils et produits numériques pouvant être utilisés dans le cadre de l’éducation et de l’enseignement. Les exposants ont clarifié aussi que les TICE regroupent un ensemble d’outils conçus et utilisés pour produire, traiter, entreposer, échanger, classer, retrouver et lire des documents numériques à des fins d’enseignement et d’apprentissage.

Ils se sont aussi approfondis sur le rôle de l’ensemble des lois, politiques, outils, dispositifs, concepts et mécanismes de sécurité, méthodes de gestion des risques, actions, formations, bonnes pratiques et technologies qui peuvent être utilisés pour protéger les personnes et les actifs informatiques matériels et immatériels, connectés directement ou indirectement à un réseau, des Etats et des organisations, avec un objectif de disponibilité, intégrité et authenticité, confidentialité, preuve et non-répudiation.

Au terme des échanges interactifs, les étudiants ont plaidé, entre autres, pour l’accompagnement spécifique des formations et l’arrimage de celles-ci aux nouvelles technologies, l’équipement des différents départements de l’enseignement supérieur des outils numériques et autres.

Fortuné Ibara

MOIS DE LA FEMME

Le Congo place la journée du 8 mars sous le signe de la paix

La ministre en charge de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo, a invité le 1er mars les femmes à s'engager et à valoriser leurs droits en vue de leur autonomisation.

Jacqueline Lydia Mikolo a fait l'invite lors de la cérémonie du lancement des activités liées à la commémoration du mois de la femme sur le thème « Femme congolaise, la paix et le processus électoral dans le contexte de Covid-19 » à Brazzaville. Les échanges entre les femmes ont porté sur la promotion du leadership féminin en politique et dans la vie publique. La communication a été donnée par la présidente du Conseil économique, social et environnemental, Emilienne Raoul. Loratrice a expliqué que son institution est d'essence sociétale constituée d'hommes et femmes choisis dans onze catégories socio-professionnelles. Les



Les femmes s'engagent et à valoriser leurs droits en vue de leur autonomisation/DR

femmes sont représentées à 54% avec une parité bien observée. « Le leadership au féminin commence par un travail sur soi en s'affirmant en tant que leader tout en conservant son authenticité, définir son style de leadership, en influence », a-t-elle indiqué.

Au Congo, les femmes sont peu représentées dans les instances de prises de décision. Au niveau du Parlement, les initiatrices de lois sont invisibles car il n'existe qu'une seule proposition de loi provenant de la femme : la loi dite Potignon sur la protection des enfants, a-t-

elle dit. A cet effet, elle a demandé aux femmes parlementaires de travailler en collectivité afin de contribuer au développement du pays. Les interrogations des femmes ont été centrées autour de la formation, du cadre juridique politique, de l'engagement de la femme

en politique, du partage de l'expérience du conseil économique, social et environnemental ainsi que de la présentation d'un tableau des premières dames dans chaque domaine et les œuvres marquant des femmes. L'ancienne ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Jeanne Françoise Leckomba Loumeto, a partagé son témoignage sur la scène politique et dans le domaine administratif. D'après elle, les hommes n'ont jamais empêché aux femmes d'exercer leur leadership. Les femmes s'attachent aux stéréotypes traditionnels et oublient leur rôle majeur.

Lydie Gisèle Oko

FRANCE

«L'Accélérateur Afrique» du commerce extérieur français

Le rapport annuel du commerce extérieur 2021, présenté par le ministre de tutelle, Franck Riester, est le fruit du travail de la direction générale du trésor français. Il porte sur le bilan 2020, une année historique marquée par la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du coronavirus.

Si les exportations ont fortement reculé par rapport à 2019 (-15,9 % pour les biens et -17,7 % pour les services), le choc est surtout concentré au printemps, suivi d'un rebond progressif au second semestre d'ampleur variable selon les secteurs. Pour atténuer les effets de la crise sur les exportations, des mesures gouvernementales ont été mises en oeuvre dès le printemps en soutien aux exportateurs, et ont été renforcées par le volet export du plan «France relance» mis en oeuvre depuis décembre. Ce rapport souligne les atouts structurels qui permettront à la République française de tirer parti de la reprise attendue du commerce mondial en 2021, comme en témoigne par exemple l'augmentation tendancielle du nombre d'entreprises exportatrices et l'amélioration de la compétitivité.

Le plan «France relance»

Le plan «France relance», ciblé sur la compétitivité et la ré-industrialisation du pays, favorisera la redynamisation du commerce extérieur, selon le rapport. Les échanges de biens et services, par secteur et par zone géographique, ont été fortement impactés par les restrictions sanitaires malgré un redressement à partir du troisième trimestre 2020. Sur le plan international, c'est un environnement marqué par cette crise sanitaire et économique mondiale exceptionnelle, et par la poursuite des tensions commerciales internationales et la baisse des cours du pétrole. La comparaison avec l'évolution des échanges des

principaux partenaires de la France est également abordée. En termes de perspectives et des facteurs d'évolution, l'appareil exportateur français, a finalement bien résisté jusqu'à présent à cette crise, avec un peu plus de 1000 entreprises ayant disparu des statistiques de la douane entre mars et décembre 2020. Dans ce contexte exceptionnellement défavorable, à l'instar de nombreuses autres économies comparables, le commerce extérieur de la France a subi une importante dégradation par rapport à la situation qui prévalait avant-crise. Les importations ont également fortement diminué, mais dans une moindre mesure (-13,0 %). Malgré l'ampleur du choc, ce déficit reste inférieur au point bas observé en 2011 (-75,0 Md). Franck Riester a déclaré: «Les résultats de notre commerce extérieur en 2020 sont le reflet de la crise inédite qui a frappé notre économie et désorganisé les marchés mondiaux. [...] Le nombre d'entreprises exportatrices est quasiment stable par rapport à 2019, à plus de 128 000. La reprise des exportations a été rapide et soutenue au 2nd semestre, dépassant même en fin d'année leur niveau habituel [...]. En 2021, à l'heure où les cartes sont rebattues, l'international sera un levier de croissance pour nos entreprises et nous sommes déterminés à leur donner tous les moyens pour oser l'export, pour aller gagner des parts de marché nouvelles».

Franck Riester : « Osez l'Afrique »

Quelques jours après la publication du rapport, Franck Riester, assistait au lancement de la première promotion de « L'Accélérateur Afrique », avec 25 entreprises françaises qui veulent booster leur développement commercial en Afrique. L'objectif est de saisir des opportunités qu'offre ce continent aux entreprises françaises. Entreprendre aujourd'hui en Afrique, c'est évoluer sur la plus grande zone de libre-échange au monde. Le continent africain bénéficie d'une croissance continue de 4%, ce qui représente un relais de croissance majeur pour les PME françaises. C'est sans doute pour cette raison que le président français « a fait du continent africain une priorité forte de notre diplomatie économique », a déclaré Franck Riester, «avec une attention particulière pour les PME. Un quart de l'humanité vivra en Afrique à l'horizon 2050, a-t-il rappelé. Les besoins y sont énormes, en particulier dans les domaines de la ville durable, de l'agroalimentaire et du numérique où nos entreprises sont à même d'apporter des solutions de long terme, à forte valeur ajoutée locale». «Osez l'Afrique ! Le continent est en pleine mutation, c'est maintenant qu'il faut se positionner. Choisir l'Afrique est une stratégie payante et nous avons décidé d'accompagner nos PME et ETI à chaque étape», a souligné le ministre, en insistant sur «l'Accélérateur Afrique».

N.Nd.

2e Forum professionnel de l'association des Anciens élèves des lycées français du monde

L'association des Anciens élèves des lycées français du monde (Union-ALFM) organise, les 12 et 13 mars 2021, son 2e Forum professionnel destiné à rassembler les Alumni de l'Enseignement français à l'étranger (EFE) et à les mettre en réseau avec le monde de l'entreprise.

Après le succès de la première édition parisienne, le Forum professionnel 2021 sera 100% digital, ouvert aux alumni des 5 continents et diffusé sur un site. Cet événement s'adresse aux 600 000 anciens élèves estimés à travers le monde. L'Union-ALFM réunit déjà sur sa plateforme plus de 8 000 inscrits, de 132 nationalités, dont 71% sont âgés de 18 à 30 ans. Ces anciens élèves, tous francophones, pour la plupart polyglottes (67% parlent au moins 3 langues) et riches d'une expérience internationale, constituent une ressource précieuse pour les entreprises. Pour ce deuxième Forum organisé avec le soutien de LAEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) et de TV5MONDE, l'événement est ouvert aux anciens élèves et aux invités qui devront s'inscrire, suivre les conférences et offrir, en ligne, la possibilité de rencontres professionnelles avec une vingtaine d'entreprises. Au cours des ateliers en visioconférence (1h), les participants échangeront, avec les entreprises présentes, sur leurs secteurs d'activité, leurs marchés et leurs projets. Ils pourront bénéficier de retours d'expériences et éventuellement décrocher un emploi. Start-ups, PME, grands groupes et diverses organisations participeront à ces ateliers. Au programme, également, le thème : « Covid-19, comment sortir de la crise ? » en appui de quatre émissions-débat. Entrepreneurs, experts et anciens élèves feront part de leurs expériences et apporteront leurs pistes de solutions sur les sujets suivants : Doper son employabilité en temps de Covid-19 ; les atouts des francophones dans le monde des affaires ; Covid-19, quelles opportunités pour l'emploi ? ; Après la pandémie, quels nouveaux usages et organisation du travail ? Au total, 16 panélistes seront présents dont : Didier Acouetey; CEO du cabinet de recrutement AfricSearch; Hélène Baillon (Business France); Henri Monceau; directeur de la Francophonie économique et numérique à l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie); Georgina Siaba, ancienne élève, chargée d'études à la Kotra (Séoul); Pedro Novo, directeur exécutif en charge de l'export à la Bpi (Banque publique d'Investissement); Marion Toison Flichy; conseillère en environnements de travail (Haworth). L'Union-ALFM constitue un réseau professionnel de jeunes francophones. Pour sa présidente, la Franco-Congolaise Dominique Tchimbakala, ancienne élève du lycée Saint-Exupéry de Brazzaville, «Si je devais résumer les trois qualités de nos anciens élèves, je dirais adaptabilité, parce qu'ils ont eu l'habitude de s'adapter aux différents pays dans lesquels ils ont vécu. Multiculturalisme, parce qu'ils sont tous francophones, mais pas tous français et plurilinguisme, parce qu'il n'est pas rare que nos anciens élèves parlent deux, trois, voire quatre ou cinq langues.»

Marie Alfred Ngoma

DÉPARTEMENT DU POOL

L'école primaire de Soumouna ouvre ses portes

Reconstruit par l'association Hope-Congo avec l'appui de ses partenaires, l'établissement scolaire a été officiellement inauguré le 27 février, dans la foulée de la clôture de la première édition téléthon dédiée au Pool.



L'école primaire de Soumouna qui mise au service de l'éducation des enfants de la communauté est composée de six salles de classe pouvant accueillir quatre cents élèves du CP1 au CM2. « Ceci est notre modeste contribution en faveur de l'éducation », a indiqué le coordonnateur de Hope-Congo, Gyldas Mayela. Cette association, précisions-le, a réhabilité les bâtiments délabrés et construit d'autres compartiments pour constituer le cycle primaire complet. Le chef du village de Soumouna, David Voudibio, a salué l'aboutissement du projet por-

té par Hope-Congo, car cette école permettra aux enfants de la contrée de ne plus parcourir plusieurs kilomètres pour aller étudier dans d'autres localités comme ce fut le cas. Avant la réhabilitation et l'élargissement de la capacité d'accueil de cet établissement scolaire, il n'y avait que deux salles de classe et les CP1 et CP2 étaient mélangés au moment des cours. Ce qui ne sera plus le cas aujourd'hui. En rappel, la réhabilitation de l'école de Soumouna intervient après celui de Voula toujours dans le département du Pool par Hope-Congo dans le cadre du

L'école primaire de Soumouna reconstruite téléthon que cette association avait initié pour la reconstruction des établissements scolaires détruits lors de la crise qu'a connue le département. Outre ces écoles, l'association a apporté une assistance humanitaire aux habitants du village, lors du confinement lié à la pandémie de Covid-19. Le coordonnateur de Hope-Congo, Gyldas Mayela, a annoncé la deuxième édition du téléthon pour 2022. Celui-ci sera dédié à l'éducation et à la santé. Les départements du Pool et de la Cuvette seront concernés.

Rominique Makaya

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Une société agroalimentaire recrute un technicien de laboratoire conformément aux conditions ci-après

I. Description du poste

- Sous l'autorité du Directeur d'usine, le Technicien de Laboratoire est chargé de :
- Réaliser l'échantillonnage et effectuer les analyses microbiologiques, physico-chimiques, chimiques et sensorielles;
 - Gérer les réactifs, produits chimiques et consommables de laboratoire ;
 - Gérer le système documentaire du laboratoire ;
 - Assurer le suivi et l'entretien des équipements de laboratoire ;
 - Intervenir sur les lignes de production pour accompagner les opérateurs dans l'application des bonnes pratiques de production.
 - Respecter les règles d'hygiène et de sécurité.

II. Qualifications et aptitudes

1.Profil du candidat

Le laborantin doit posséder au minimum un Bac +02 dans le domaine des sciences

et biotechnologie, avec des connaissances en microbiologie et en chimie.

2. Expérience

Justifier d'au moins 03 ans d'expérience dans un laboratoire

3. Compétences

Connaître les techniques et les bonnes pratiques de laboratoire, connaître le matériel de laboratoire ; Savoir rédiger un rapport d'analyse ; Savoir lire et appliquer un mode opératoire ou une procédure ; Connaître les règles d'hygiène et de sécurité ; Être apte à travailler de façon autonome.

4. Qualité du candidat

Discrétion, intégrité, rigueur, attrait pour les sciences, habileté manuelle, esprit analytique, sens de l'organisation et des responsabilités.

III. Pour nous contacter

Adresser une lettre de motivation et un curriculum vitae à : n.recru2019@gmail.com Préciser le média ou le numéro de parution de l'annonce dans l'objet de votre courrier de candidature.

COOPÉRATION

Le Congo et l'Inde renforcent leurs relations dans le domaine médical

Au pire de la crise sanitaire, en juin 2020, le gouvernement indien a offert au Congo six tonnes de médicaments destinés à la lutte contre le coronavirus. Les gouvernements congolais et indien viennent d'entamer des discussions en vue de la coopération médicale dans un contexte de Covid-19.



L'ambassadeur et son épouse lors d'un dîner de presse/Adiac

L'ambassadeur indien en République du Congo, G. R. Meena, a évoqué le 26 février la possibilité d'une aide médicale de son pays, qui est actuellement l'un des principaux fabricants et fournisseurs de vaccin anti-Covid au monde. L'Inde produit le vaccin d'AstraZeneca, qu'il a déjà fourni à plusieurs pays africains et dans le monde.

L'Inde est le deuxième pays le plus touché par la pandémie au monde après les États-Unis, avec plus de onze millions de cas positifs de Covid-19. Mais les autorités indiennes ont pu édicter des mesures préventives pour contenir la maladie et limiter la mortalité. Elles se sont, en grande partie, appuyées sur le système de santé indien et la très réputée industrie pharmaceutique.

Une expérience que l'Inde veut partager avec la partie congolaise. « Des discussions sont en cours avec le ministère congolais de la Santé pour renforcer la coopération médicale entre l'Inde et le Congo », a indiqué le diplomate indien.

Outre la santé, les deux pays entretiennent d'excellentes relations dans le domaine économique marquées par trois projets en cours d'exécution. Il s'agit du projet d'électrification des zones rurales au Congo qu'appuie l'Inde ; de développement du transport urbain ; et de la cimenterie.

Fiacre Kombo

ACTIVITÉS INFORMELLES

250 jeunes reçoivent des attestations de fin de formation

L'association Action des jeunes congolais pour le développement (AJCD) a remis, le 26 février, les attestations de fin de formation aux apprenants ayant appris dans le domaine informel.

L'objectif était de promouvoir l'éducation et la formation sur le plan national, valoriser la jeunesse porteuse d'innovation et de l'emploi ainsi que sensibiliser la couche juvénile à l'entrepreneuriat. Au total, deux cent cinquante jeunes ont été formés gratuitement pendant trois mois à la pâtisserie, l'agro-alimentaire, l'informatique, l'hôtellerie et au maraîchage. Il y a eu en fait deux cents filles et cinquante garçons qui ont pris part à cette formation. Les apprenants sont issus de tous les arrondissements de Brazzaville. Peu avant la remise des certificats, la chargée d'éducation et la formation professionnelle de l'association, Fabienne Moutélé a expliqué que leur organisation veut promouvoir l'insertion, apporter son appui aux apprenants. Elle compte également promouvoir l'insertion de la couche juvénile dans certaines structures à l'instar des coopératives, des groupements et entreprises afin de lutter contre le chômage. Le directeur général de l'Agence nationale de l'artisanat, Gaston Mondelé Mbouma, a demandé à l'association de se rapprocher de l'agence pour l'amélioration des capacités. Aux apprenants de dominer le complexe, car le monde des métiers les amènera à un avenir meilleur. Il a émis le souhait aux jeunes de contacter les services habilités de l'agence pour la délivrance d'une carte leur donnant accès au stage professionnel. Le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Germain Céphas Ewangui, a expliqué l'utilité de sa présence à cette cérémonie de remise des attestations. Sa présence lui a permis de se rendre compte des activités de la société civile afin d'envisager les mesures d'accompagnement. « Avec une population jeune de plus de 70%, une prise en charge à travers ces genres de formation est nécessaire pour éviter l'oisiveté des jeunes », a-t-il déclaré. En rappel, l'Association action des jeunes congolais pour le développement a été créée en juillet 2018 à Brazzaville. Dirigée par Heavens Rucha Ngakala, elle a réalisé plusieurs activités en faveur des jeunes désœuvrés.

Lydie Gisèle Oko

VOIRIES URBAINES

Les pluies abîment les artères de la ville océane

Les averses qui n'arrêtent pas de tomber sur la ville océane détériorent les routes bitumées.

Presque la quasi-totalité des anciennes artères et avenues de la capitale économique sont détruites par les eaux pluviales. C'est le cas de la grande avenue qui part du stade omnisport de Pointe-Noire vers l'hôpital de Loandjili, dans sa portion allant du rond-point Sympathique jusqu'au marché Mayaka.

Du premier arrondissement Emery-Patrice-Lumumba jusqu'au sixième Ngoyo, le spectacle est le même. Le bitume s'ensable à cause des eaux des pluies qui ruissèlent sur la chaussée en causant des pattes d'éléphants et des nids de poules. Les portions des avenues allant du rond-point de la République jusqu'à la grande Mosquée et du quartier Nkouikou jusqu'au foyer de Tié-Tié font grincer les dents aux chauffeurs des transports en commun. « Nous sommes obligés de rouler sans respecter le code de la route, car il faut éviter de s'embourber », s'est indigné un chauffeur de bus.

Notons que la nature du bitume employé dans l'opération de bouchage des nids de poule et des pattes d'éléphant sur certaines artères laisse à désirer. Quand il pleut, les nids de poules et les pattes d'éléphants réapparaissent.

Faustin Akono

CROIX-ROUGE CONGOLAISE

Le conseil de gouvernance de Tié-Tié adopte son programme d'activités

La session inaugurale de la Croix-Rouge de l'arrondissement 3 Tié-Tié, tenue le 27 février à l'hôpital de base, a été sanctionnée par l'adoption du programme d'activités et du budget exercice 2021.



La tribune lors de la session inaugurale de la Croix-Rouge Tié-Tié/Crédit photo «Adiac»

C'est en présence de Pierre Ngon-do, directeur de cabinet du maire de l'arrondissement 3 Tié Tié, et de Nicodème Ndinga, secrétaire général du bureau départemental de la Croix-Rouge qu'a eu lieu la réunion. Peu après la mise en place des instances et des commodités d'usage pour la bonne conduite des travaux, les conseillers ont, après examen et débats, adopté le programme d'activités puis le budget exercice 2021 qui s'élève à 2135 000 FCFA.

Cette somme va servir à la recherche

et l'acquisition du siège, à la campagne d'adhésion qui va permettre d'intégrer des nouveaux membres dans le mouvement, au recensement des secouristes et volontaires, à leur formation par le renforcement des capacités à bien servir le mouvement, à l'élaboration des micro-projets, à la création des équipes (équipes des diffuseurs, équipes de secours d'urgence, équipes des brancardiers), à l'identification des zones à risques, à la mise en place des comités de quartier, à l'organisation des séances IEC

(Information, éducation, communication) dans la communauté sur les pathologies courantes, à l'assainissement des espaces publics, à la réalisation des activités sportives (marche, football et ndzango), à la célébration des dates historiques et internationales (22 février, 8 mai Croix-Rouge), (14 juin, don de sang), (20 juin, journée des réfugiés), (1er décembre sida), etc.

Les retrouvailles des volontaires ont été ponctuées par un apéritif et une excursion à Zoko village non loin du lac Nanga. La production des rapports d'activités fait aussi partie de l'agenda 2021 de la Croix-Rouge Tié-Tié. A la fin des travaux, le président de l'arrondissement 3 a exhorté tous les volontaires à se mettre au travail car la tâche qui les attend est immense et ardue. Et d'insister que seuls les volontaires qui feront preuve de dynamisme et d'abnégation au travail participeront aux activités programmées.

Hervé Brice Mampouya

AVIS D'APPEL D'OFFRES
N°001/ECG/DG/2021

POUR
SOLUTION DATACENTER ET FOURNITURE DE DEUX ONDULEURS DE
TENSIONS DE MARQUE APC

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour l'acquisition d'une solution Datacenter et la fourniture de deux onduleurs de tensions de marque APC pour son nouveau siège à Brazzaville.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de *cent mille (100 000) francs CFA* en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être envoyées par courrier électronique au plus tard le **05 Mars 2021 à 16heures 00** aux adresses ci-dessous :

- gbouhoyi@ecobank.com
- rmakita@ecobank.com;
- fallier@ecobank.com;

Fait à Brazzaville, le 18/02/2021

La Direction Générale

31^e OLYMPIADES NATIONALES DE LA LANGUE ET LITTÉRATURE RUSSES

Six étudiants congolais bénéficient de la bourse d'État de ce pays

Chaque année, les meilleurs apprenants de la langue russe venus de tous les lycées du Congo rivalisent d'ardeurs aux fins de décrocher le précieux parchemin qui ouvre grandement les portes pour la Russie.



Les lauréats posant avec les représentants du ministère de l'Enseignement, et de l'ambassade de la Fédération de Russie (crédit photo/Belyaev)

En effet, les Olympiades de la langue russe s'imposent désormais comme une véritable tradition depuis 1977. Ce qui prouve à suffisance que l'intérêt de la langue de l'éminent poète russe Alexandre Pouchkine aux racines africaines au Congo ne cesse de croître. C'est le cas encore pour la trente et unième édition, qui s'est déroulée en présence du directeur du CCR, Sergey Belyaev, représentant l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie en République du Congo.

Les bénéficiaires automatiques des bourses d'études supérieures en Russie dans la filière de la langue et la littérature russes sont : Faïda Okala Mounda, Minaulat Satault Ndjounga, Lebon Rec Percil Opandi, Béni Fernando Koumbou, Yvan Pascal Bitika, Renelvi Béni Nakouzebi Mouzombo.

Outre les six lauréats admis à se rendre en Russie pour des études supérieures, il y en a eu bien d'autres, au premier, deuxième et troisième niveaux.

L'inspecteur coordonnateur des lycées d'Enseignement général de la zone n°1, Serges Loukaka, représentant le ministère de l'Enseignement primaire,

secondaire et de l'Alphabétisation, a loué le rôle inestimable que jouent leurs généreux partenaires russes dans la formation, depuis les années 60 du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui, des cadres congolais exerçant dans tous les domaines de la vie économique, scientifique, culturelle, bref, des cadres œuvrant pour le développement intégral du Congo.

Plus de cinquante ans se sont écoulés depuis l'établissement en mars 1964 des relations diplomatiques entre les deux pays et l'amitié entre les peuples demeure stable et inébranlable. A titre d'exemple, la célébration solennelle il y a quelques mois, ici à Brazzaville, du cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les peuples frères et amis. « *Nous voulons noter avec une reconnaissance particulière que la langue et littérature russes pour les élèves et étudiants congolais et l'octroi aux lauréats des bourses d'études supérieures dans les universités de Russie nous permet d'assurer la relève des enseignants congolais de la langue russe* », a déclaré l'inspecteur coordonnateur des lycées

d'enseignement général de la zone 1. Pour illustrer ses propos il a cité le cas de Roger Kanza, un des lauréats des olympiades nationales et internationales de la langue russe en 1981. Après sa formation à l'université d'État de Moscou, il a été professeur de la langue russe et, aujourd'hui, il est inspecteur délégué des lycées en charge de cette langue. Enfin, Serges Loukaka a invité les heureux lauréats à représenter dignement la jeunesse congolaise dans ce merveilleux pays frère, respecter scrupuleusement ses lois et règlements, avoir un comportement exemplaire pendant tout leur séjour en Russie et à étudier très bien pour obtenir des diplômes que leur pays attend d'eux.

Au terme de la publication des résultats, le directeur du CCR Sergey Belyaev a, pour sa part, félicité les six lauréats tout en encourageant ceux qui n'ont pas été sélectionnés. Il a précisé également qu'en dépit de la situation que traverse le monde actuellement, la coopération dans le domaine des bourses entre son pays et le Congo continue toujours.

Bruno Okokana

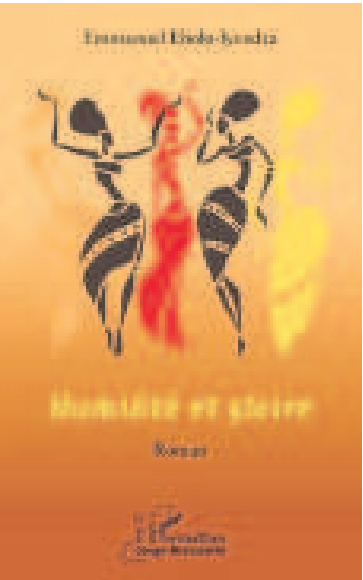
LITTÉRATURE

«Humilité et gloire », un roman d'Emmanuel Ebolo-Iyendza

Le récit de cet ouvrage relate le farouche destin de Ngomba face aux coutumes et traditions ancestrales de sa contrée.

Roman édité par L'Harmattan Congo-Brazzaville en décembre dernier, « Humilité et gloire » soulève la problématique de l'influence des traditions sur nos sociétés en perpétuelle évolution. Au regard de l'histoire de Ngomba, personnage principal de l'œuvre, l'auteur appelle à une évolution des traditions pour ne pas qu'elles portent préjudices aux populations sur qui elles doivent s'appliquer.

Ngomba, la trentaine pile, est un jeune homme humble et respectueux. A la mort de son père et au gré des circonstances, les sages du village et la famille le désignent comme héritier par excellence. A sa charge désormais, l'épouse laissée par son père, ainsi que ses six frères et sœurs. C'est donc comme cela que le jeune homme devint marié et tuteur d'une famille nombreuse. Lui qui n'avait pas encore eu le temps de se choisir une épouse. Le temps passait et Ngomba remplissait sa tâche sans relâche. Il y avait toujours du gibier en abondance à la maison et la



famille ne manquait de rien. Croyant qu'il ne devait partager le reste de ses jours qu'avec sa belle-mère en tant qu'épouse, Ngomba se retrouve marié à deux autres épouses de ses proches décédés, à savoir son oncle et son meilleur ami. Ces situations inattendues ayant fait de lui l'objet de moqueries dans le village, déplaisent fortement à sa sœur aînée, qui lui propose alors d'épouser une nouvelle femme. Celle-ci n'étant autre que l'amante de son propre fils, ce dernier se révélant être le

véritable géniteur de la progéniture qu'elle donnerait à Ngomba. Heureusement, un événement inattendu vient changer le cours de sa vie et le laver de ce déshonneur.

Dans ce roman de 118 pages, l'adultère demeure le thème phare, car de nos jours, le phénomène est toujours d'actualité. Et ce, en dépit de nombreux dégâts causés au sein des familles. «Humilité et gloire » est particulièrement une leçon sur les variantes de l'existence. Dans un langage simple, un ton humoristique et une trame accrochante, le roman enseigne au lecteur que la vie est faite de surprises et d'événements inattendus dont on ne peut maîtriser ni empêcher la réalisation. Toutefois, savoir s'adapter semble être la meilleure option. Et le cas de Ngomba montre combien l'humilité est une vertu noble que tout homme devrait posséder.

Natif de Fort-Rousset, actuel Owando en République du Congo, Emmanuel Ebolo-Iyendza est diplômé d'économie, des sciences de gestion et des sciences et techniques de la communication. Il est actuellement consul général de la République du Congo à Guangzhou, en République populaire de Chine.

Merveille Atipo

LIVRE

Point culture autour de l'ouvrage «Fresque congolaise» de Richard Ossoma-Lesmois

L'essai, consacré aux premières dames du Congo Brazzaville en général, et plus particulièrement à Antoinette Sassou Nguesso, a été présenté dans les locaux de L'Harmattan, à Paris.



Richard Ossoma-Lesmois continue à faire vivre le monde du livre à sa manière, malgré cette période difficile liée à la crise pandémique de la Covid-19. Vendredi 26 février dernier à 13 heures, le juriste-écrivain congolais a pu présenter son ouvrage au carré des auteurs de la salle des réunions des éditions L'Harmattan au quartier latin, 16, rue des Ecoles, dans le cinquième arrondissement de Paris.

«Fresque congolaise», paru chez Edilivre en 2018, ne parle pas seulement des épouses de chefs d'Etat dans l'usage de leurs rôles protocolaires précis, mais aussi du fait que chacune forge à sa convenance le rapprochement avec les populations. Ainsi, l'auteur explique, par exemple, la personnalité empathique de Antoinette Sassou

Nguesso qui livre depuis 30 ans ses combats en faveur des femmes congolaises, et comment elle vit ses frustrations face aux échecs là où elle mène ses activités associatives.

Dans son exposé, l'auteur a également mis en lumière deux types de premières dames au Congo : celles qui ont exercé leur rôle de mère au foyer, et les autres, plutôt militantes d'association, engagées dans la défense de certaines causes nobles.

On apprend ainsi que Marie Nsona, épouse du président Massamba-Débat, Céline Ngouabi, épouse du président Marien Ngouabi et Marie-Noëlle Yhombi Opango, épouse de Yhombi Opango, étaient toutes les trois mères au foyer. Antoinette Sassou Nguesso et Jocelyne Rosedam Lissouba, de par leur statut professionnel de base, se sont rendues utiles en se lançant dans l'humanitaire et la défense de certaines causes nobles. Enseignante, Antoinette Sassou Nguesso est devenue présidente de la fondation Congo Assistance. Elle s'est impliquée dans la lutte contre la drépanocytose et le sida. Quant à Jocelyne Rosedam Lissouba, ancienne dirigeante d'entreprise, elle a animé la fondation Marie Bouanga.

Marie Alfred Ngoma

Musée du Bassin du Congo **galerie CONGO**

Vernissage de l'exposition
" COULEURS DE FEMMES "
avec **Jonas BOBOMA**

Vendredi 5 mars 2021 à 15h

au Musée Galerie du Bassin du Congo
(Dépêches de Brazzaville)

Exposition vente en cours du

5mars au 30 avril 2021

Contacts : +242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse : 84, Boulevard Denis Sassou-Nguesso
Brazzaville République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

ART IS NOT A CRIME